

Postulat des Verts pour une politique de relève dans le secteur des ingénieurs

La sirène d'alarme est tirée dans un dossier d'une vingtaine de pages d'Economiesuisse et Swiss engineering de septembre 2011 : la Suisse ne forme pas assez et manque d'ingénieurs. « *Il en manque environ 16 000 ; cette pénurie se traduit par une perte de création de valeur estimée à 2 voire 3 mrd fr. par an* » (dixit). Et la revue « Affaires publiques » (3/2011) de titrer : « Relève et formation : deux caps majeurs ».

À moyen et long terme, une pénurie de personnel qualifié dans les domaines MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles, technique) a un impact négatif sur la capacité de création de valeur et la compétitivité d'une économie. L'étude insiste aussi sur les risques de délocalisation, de perte de compétitivité, outre le risque démographique, vu que « *la part des travailleurs âgés de 55 ans est chez nous nettement supérieure à la moyenne OCDE avec 22 %* ». L'étude s'inquiète aussi du fait que, « *comme le secteur des services peut offrir des salaires plus élevés, les autres branches économiques ont d'autant plus de difficultés à recruter des ingénieurs* ». Or, étant donné la complexité croissante des systèmes, il est en outre de plus en plus rarement possible de pourvoir un poste d'ingénieur par une personne qui n'est pas titulaire d'une formation d'ingénieur supérieure. D'où un recours croissant à des ingénieurs étrangers, avec à la clé ce que d'aucuns appellent un « pillage des cerveaux ».

Sans en faire une affaire partisane, les Verts sont particulièrement sensibles à ce problème suite à leur dépôt d'une initiative fédérale pour réorienter l'économie vers des technologies durables. Car comme l'indique l'étude précitée, l'importance des ingénieurs est de double nature : contrairement à la plupart des autres groupes professionnels, ils jouent un rôle clé aussi bien dans le processus d'innovation que dans le processus de diffusion. De plus : « *La corrélation fortement positive entre la capacité d'innovation d'une entreprise (ou d'une économie) et la disponibilité de personnel hautement qualifié est incontestable* ». Et même si la Suisse obtient régulièrement d'excellents scores dans les classements internationaux de l'innovation, de nombreux pays sont en train de combler leur retard, et ce depuis des années. Or notre pays a un taux de nouveaux diplômés très bas en comparaison internationale. Ainsi, entre 1990 et 2007, le nombre d'étudiants en ingénierie a-t-il reculé de 15 %. Ceci alors que leur rôle est essentiel dans plusieurs domaines cruciaux, dans une perspective de « cleantech » observe l'étude :

- *La production d'énergie renouvelable et stockage de l'énergie*
- *L'efficacité énergétique dans les utilisations finales*
- *La mobilité et les transports*
- *L'habitat et le cadre de vie.*

Certes, nous avons pu admirer les magnifiques stands consacrés aux métiers techniques au Salon des métiers de Beaulieu et le DFJC multiplie les initiatives pour faire connaître ces professions. Néanmoins, les statistiques demeurent inquiétantes, malgré un léger regain parmi les inscriptions en HES, et l'on ne saurait en rester là. Nous savons par ailleurs que la SIA vaudoise est particulièrement sensible à ces enjeux, qui concernent non seulement le département de la Formation, mais bien tous ceux qui génèrent des projets mobilisant des spécialistes, en particulier le DSE et le DINP. Nous observons aussi par analogie que dans le domaine de la relève médicale, c'est bien le département « utilisateur » de personnel médical - le DSAS - qui a pris l'initiative d'un plan stratégique pour prévenir la pénurie. Dans ce contexte, nous demandons au Conseil d'Etat d'élaborer un plan similaire pour le domaine de l'ingénierie, en allant au-delà même des pistes évoquées par Economiesuisse :

- 1- *mieux promouvoir la compréhension et l'intérêt pour le monde de la technique chez les jeunes, via une sensibilisation de leurs enseignants*
- 2- *améliorer la visibilité des voies de formation possibles*
- 3- *la part des fonds publics destinés à la formation technique ayant fortement reculé ces dernières années, garantir et renforcer le financement des disciplines techniques au post-obligatoire, dans les hautes écoles, voire en formation post-grades*
- 4- *mieux informer les jeunes sur les possibilités d'accéder aux disciplines techniques à partir d'autres types de formations*
- 5- *intéresser les filles à ces métiers, vu que parmi les États de l'OCDE, seuls les Pays-Bas et le Japon font moins bien que nos 16.3%, la moitié moins qu'en Finlande ou en Corée...*

Nous pensons en effet notamment à l'implication des « séniors » dans l'encadrement des jeunes intéressés à ces métiers, à une réflexion sur la Loi sur les marchés publics, qui favorise par trop le « moins disant », ou à la question des tarifs qui ne reconnaissent semble-t-il pas assez le travail intellectuel.

Pour le groupe des Verts, les premiers signataires :
Ph. Martinet & A. Châtelain, Gland & St.-Prex, 30.10.11





11-POS-266
Nouvel Conseil d'Etat
Demande de révision au Grand Conseil



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

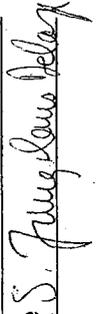
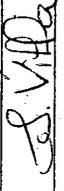
Déposé le **- 8 NOV. 2011**

Scanné le _____

Liste des députés signataires – état au 20 septembre 2011

Aebi Jean-Robert	Calpini Christa	Dolivo Jean-Michel
Aellen Catherine	Capt Gloria	Ducommun Philippe
Amarelle Cesla	Chapalay Albert	Dufour Claude-Eric
Amstein Claudine	Chappuis Laurent	Durussel José
Ansermet Jacques	Chatelain André	Duvoisin Ginette
Apothéloz Stéphanie	Chevalley Christine	Epars Olivier
Attinger Doepper Claire	Chevalley Isabelle	Favez Jean-Michel
Aubert Mireille	Cherix François	Favrod Pierre-Alain
Baehler Bech Anne	Chollet Jean-Luc	Feller Olivier
Ballif Laurent	Chollet Jean-Marc	Ferrari Yves
Bally Alexis	Christen Jérôme	Flora-Guttmann Martine
Bavaud Sandrine	Clot Bertrand	Freymond Cantone Fabienne
Bernhard Maximilien	Cornamusaz Philippe	Gaille Pierre-André
Berseith Verena	Cornaz-Rovelli Valérie	Gay Vallotton Michèle
Bolay Guy-Philippe	Courdesse Régis	Girardet Lucas
Bonjour Eric	De Iccho Fabrice	Giardon Julien
Bonny Dominique-Richard	De Montmolin Martial	Glutz Félix
Borel Bernard	Debluë François	Golaz Florence
Borloz Frédéric	Décosterd Anne	Golaz Olivier
Bory Marc-André	Delay Elisabeth	Gorrite Nuria
Bottlang-Pittet Jaqueline	Depoisier Anne-Marie	Grandjean Pierre
Brélaz François	Desmeules Michel	Grobéty Philippe
Buffat Marc-Olivier	Despot Fabienne	Grognuz Frédéric
Buffat Michaël	Devaud Grégory	Guignard Jean
Cachin Jean-François	Dind Claudine	Guignard Pierre

Liste des députés signataires – état au 20 septembre 2011

Haenni Frédéric	Monod Alain	Roulet Catherine
Haldy Jacques	Montangero Stéphane	Ruey-Ray Elisabeth
Haury Jacques-André	Mossi Michele 	Saugy Roger
Hurni Véronique	Mouquin Michel	Schilt Jean-Jacques
Jaquet-Berger Christiane	Nicolet Jacques	Schwaab Jean-Christophe
Jaquier Rémy	Pache Rémy	Schwaar Valérie
Jobin Philippe	Papilloud Anne	Schwab Claude
Junglaus Delarze Suzanne 	Payot François	Silauri Alessandra 
Kappeler Hans Rudolf	Pernoud Pierre-André	Sonnay Eric
Kernen Olivier	Perrin Jacques	Sordet Jean-Marc
Labouchère Catherine	Pertusio Mario-Charles	Surer Jean-Marie
Mahaim Raphaël 	Pidoux Jean-Yves	Truffer Jean-Jacques
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Pierre-André 	Uffer Filip
Mange Daniel	Poncet Gabriel	Venezelos Vassilis 
Manzini Pascale	Progin Sylvie	Villa Sylvie 
Marendaz André	Randin Philippe	Voiblet Claude-Alain
Martinet Philippe	Rapaz Pierre-Yves	Volet Pierre
Mattenberger Nicolas	Rau Michel	Vuillemin Philippe
Mayor Olivier	Reichen Gil	Walther Eric 
Melly Serge	Renaud Michel	Weber-Jobé Monique
Mercier Pierre-Alain	Rey-Marion Ailette	Wehrli Laurent
Métraux Béatrice	Reymond Philippe	Wyssa Claudine
Meyer Roxanne	Rithener Christiane	Yersin Jean-Robert
Miéville Michel	Rochat Nicolas	Züger Eric
Modoux Philippe	Rostan Jacqueline	Zwahlen Pierre